



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

19 DÉCEMBRE 2017

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROJET D'ORDONNANCE

**modifiant la loi du 14 août 1986
relative à la protection et
au bien-être des animaux**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Environnement et de l'Énergie, chargée de
la Conservation de la Nature, de la Politique de
l'Eau et de la Propreté publique

par M. Eric BOTT (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs: MM. Ahmed El Ktibi, Hasan Koyuncu, Emin Özkar, Mme Simone Susskind, MM. Jacques Brotchi, Eric Bott, Michaël Vossaert, Ahmed El Khannouss, Arnaud Pinxteren, Mmes Els Ampe, Annemie Maes.

Membres suppléants: Mme Céline Delforge, M. Fouad Ahidar.

Autres membres: MM. Vincent De Wolf, Paul Delva, Mmes Dominique Dufourny, Liesbet Dhaene, Martine Payfa, Cieltje Van Achter.

Voir:

Document du Parlement:

A-609/1 – 2017/2018: Projet d'ordonnance.

GEWONE ZITTING 2017-2018

19 DECEMBER

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**tot wijziging van de wet van 14 augustus
1986 betreffende de bescherming
en het welzijn der dieren**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor het Leefmilieu en de Energie, belast met
het Natuurbehoud, het Waterbeleid
en de Openbare Netheid

door de heer Eric BOTT (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden: de heren Ahmed El Ktibi, Hasan Koyuncu, Emin Özkar, mevr. Simone Susskind, de heren Jacques Brotchi, Eric Bott, Michaël Vossaert, Ahmed El Khannouss, Arnaud Pinxteren, mevr. Els Ampe, mevr. Annemie Maes.

Plaatsvervangers: mevr. Céline Delforge, de heer Fouad Ahidar.

Andere leden: de heren Vincent De Wolf, Paul Delva, mevr. Dominique Dufourny, mevr. Liesbet Dhaene, mevr. Martine Payfa, mevr. Cieltje Van Achter.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-609/1 – 2017/2018 : Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif de la secrétaire d'Etat Bianca Debaets

La secrétaire d'Etat a tenu devant les commissaires l'exposé suivant :

« Je vous soumets volontiers le projet d'ordonnance interdisant de tuer ou d'abattre à domicile des moutons, des chèvres, des cochons ou du gibier élevé.

Il se trouve qu'un particulier ne dispose en général pas de l'expérience ou de l'équipement nécessaire pour tuer ou abattre chez soi des animaux comme les moutons et les chèvres. Il faut être expérimenté et bénéficier d'une certaine infrastructure. Il existe un risque réel pour le bien-être des animaux lorsqu'un soi-disant « profane » tue et abat quand même des animaux chez lui.

A la fin de l'année dernière, le Gouvernement m'a donné la mission d'interdire l'abattage des moutons, des cochons, des chèvres ou du gibier élevé. L'exécution des contrôles sur le respect de la législation relative au bien-être animal pendant les abattages à domicile est quasiment impossible et est un travail à moitié effectué. C'est pourquoi nous souhaitons introduire une interdiction complète.

Le 4 mai, l'avant-projet d'arrêté interdisant la mise à mort et l'abattage à domicile a été soumis au Gouvernement. Le Gouvernement l'a approuvé en première lecture, mais le Conseil d'Etat a remarqué que la loi relative au bien-être animal ne dispose pas de la base juridique sur laquelle le Gouvernement pourrait fonder son arrêté. C'est la raison pour laquelle le Conseil a émis un avis pour que l'interdiction soit introduite par le biais d'une ordonnance et non par un arrêté.

Cet avis a été suivi et le texte a été transformé en ordonnance. La loi relative au bien-être animal est de ce fait modifiée par l'introduction de l'article 16/1 qui formule l'interdiction. Ainsi, il sera désormais interdit de tuer ou d'abattre les espèces animales précitées en dehors d'un abattoir ou d'un établissement reconnu pour emploi domestique particulier. Pour la définition d'abattoir, l'ordonnance se fonde sur la directive européenne en la matière.

Je suis convaincue que cette interdiction entraînera une amélioration considérable du bien-être des animaux.».

II. Discussion générale

Mme Liesbeth Dhaene explique que les abattages à domicile, sans étourdissement préalable, sont interdits depuis longtemps à Bruxelles. Néanmoins, les abattages à domicile commis lors de la fête du sacrifice posent encore problème.

Ce projet d'ordonnance ne concerne que les abattages à domicile avec étourdissement préalable. Ce sujet n'est pourtant pas une problématique importante à Bruxelles. En effet, le problème le plus important en matière de bien-être animal à Bruxelles est l'abattage d'animaux sans étourdissement préalable, qui n'est pas abordé ici.

I. Inleidende uiteenzetting van staatssecretaris Bianca Debaets

De staatssecretaris heeft voor de commissieleden de volgende uiteenzetting gehouden:

« Ik leg u graag het ontwerp van ordonnantie voor dat het thuis doden en slachten van schapen, geiten, varkens en gekweekt wild verbiedt.

Het is immers zo dat een particulier doorgaans niet de vereiste achtergrond of de aangepaste uitrusting heeft om dieren zoals schapen of geiten thuis te doden en slachten. Daarvoor is kennis van zaken nodig en welbepaalde infrastructuur. Er is bijgevolg een reëel risico dat het welzijn van de dieren ernstig in het gedrang komt als een zogezegde 'leek' toch zelf dieren thuis doodt en slacht.

Eind vorig jaar werd mij daarom door de Regering de opdracht gegeven het thuis doden en slachten van schapen, varkens, geiten en gekweekt wild te verbieden. Het uitvoeren van controles op het naleven van de dierenwelzijnswetgeving tijdens thuisslachtingen is namelijk quasi onmogelijk en ook maar half werk. Vandaar wensen wij een totaalverbod in te voeren.

Op 4 mei werd het voorontwerp van besluit aan de Regering voorgelegd dat het thuis doden en slachten zou verbieden. De regering keurde dit in eerste lezing goed, maar de Raad van State merkte op dat de wet op het dierenwelzijn een rechtsgrond (juridische basis) mist waarop de regering zijn besluit kan baseren. Daarom oordeelde de Raad dat het verbod via ordonnantie en niet via besluit moet ingevoerd worden.

Dit advies werd gevuld en de tekst werd omgevormd naar een ordonnantie. De wet op het dierenwelzijn wordt hierdoor gewijzigd door een artikel 16/1 in te voegen dat het verbod formuleert. Zo wordt het voortaan verboden om voormelde diersoorten te doden en slachten buiten een slachthuis of erkende inrichting voor particulier huishoudelijk verbruik. Voor de definitie van slachthuis baseert de ordonnantie zich op die van de EU-verordening in kwestie.

Ik ben ervan overtuigd dat dit verbod een aanzienlijke verbetering voor het welzijn van dieren zal betekenen. ».

II. Algemene bespreking

Mevrouw Liesbeth Dhaene legt uit dat de thuisslachtingen zonder voorafgaande verdoving al lange tijd verboden zijn in Brussel. Maar de thuisslachtingen tijdens het offerfeest zorgen nog altijd voor problemen.

Dit ontwerp van ordonnantie heeft enkel betrekking op de thuisslachtingen zonder voorafgaande verdoving, maar dat onderwerp is geen belangrijke problematiek in Brussel. Het grootste probleem inzake dierenwelzijn in Brussel is de slachting van dieren zonder voorafgaande verdoving, wat hier niet behandeld wordt.

La députée entend que la secrétaire d'État est dans une situation difficile. Ce sujet ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement et si la secrétaire d'État souhaite l'aborder, ses partenaires au gouvernement, dont surtout le PS, y contreviennent. Le ministre-président a d'ailleurs exprimé son soutien à l'abattage sans étourdissement préalable.

Elle a donc un souci avec un tel projet d'ordonnance. En effet, la secrétaire d'État, dans ses communications à propos des abattages rituels, annonce qu'elle va interdire les abattages à domicile, voulant faire croire aux Bruxellois que les abattages rituels sans étourdissement préalable seront limités.

Prendre une telle initiative revient à dissimuler la vérité, à savoir que le gouvernement n'interdira pas les abattages sans étourdissement préalable.

Elle n'est certainement pas opposée à l'interdiction des abattages à domicile pour tous les animaux, même s'il s'agit ici d'une politique de l'autruche.

M. Ahmed El Khannouss estime que ce projet d'ordonnance ne vient que renforcer les règlements généraux de police communaux qui interdisent déjà les abattages à domicile.

Il soutiendra à contrecœur ce projet d'ordonnance, non parce qu'il est favorable aux abattages à domicile, mais parce que la Région de Bruxelles-Capitale n'offre pas à ses citoyens de confession musulmane ou israélite des alternatives en matière d'abattage rituel.

Différents recours judiciaires sur les décisions d'interdiction des abattages sans étourdissement préalable en Wallonie et en Flandre permettront de clarifier la situation.

Auparavant, la Région soutenait les communes lors de la fête du sacrifice. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, alors qu'il existe des solutions. Par exemple, l'abattoir d'Anderlecht est en mesure de répondre aux besoins des communautés religieuses, avec une ligne de production qui si elle était dédoublée, permettrait l'abattage de 8.000 bêtes en trois jours, répondant ainsi aux besoins.

Mme Céline Delforge estime qu'il est paradoxal de parler d'abattage en même temps que de bien-être animal. En effet, tuer un être sensible pour le manger est assez éloigné de sa conception du bien-être.

Voulant néanmoins rester réaliste, elle affirme s'inscrire dans l'esprit du projet d'ordonnance tout en le complétant par une proposition d'amendement visant à autoriser l'abattage sur le lieu d'élevage via l'utilisation d'abattoirs à domicile.

Des camions mobiles d'abattage voient en effet le jour à l'étranger, ce qui constitue un plus pour l'animal qui évite le transport et l'abattoir. Même si Bruxelles n'est pas une région agricole, elle compte néanmoins quelques élevages pour lequel la députée demande qu'il soit encore possible de

Het parlementslid begrijpt dat de staatssecretaris in vliezepapieren zit. Over het onderwerp is er geen eensgezindheid binnen de regering en wanneer de staatssecretaris het onderwerp te berde wil brengen, steken de coalitiepartners, met op kop de PS, daar een stokje voor. De minister-president heeft zich trouwens voorstander verklaard van slachtingen zonder voorafgaande verdoving.

Een dergelijk ontwerp van ordonnantie stoot haar tegen de borst. De staatssecretaris legt in verband met rituele slachtingen verklaringen af dat zij de thuisslachtingen zal verbieden. Zo wil zij de indruk wekken bij de Brusselaars dat paal en perk gesteld zal worden aan de rituele slachtingen zonder voorafgaande verdoving.

Een dergelijk initiatief betekent eigenlijk dat men de waarheid onder de mat schuift, te weten dat de regering de slachtingen zonder voorafgaande verdoving helemaal niet zal verbieden.

Zij is zeker niet gekant tegen een verbod op de thuisslachtingen voor alle dieren, ook al wordt hier natuurlijk een struisvogelbeleid gevoerd.

De heer Ahmed El Khannouss meent dat het ontwerp van ordonnantie enkel de algemene gemeentelijke politieverordeningen komt versterken, en die verbieden al de thuisslachtingen.

Hij zal het ontwerp van ordonnantie met tegenzin steunen, niet omdat hij voorstander is van de thuisslachtingen, maar omdat het Brussels Gewest aan de islamitische of joodse burgers geen alternatief biedt voor de rituele slachtingen.

Enkele rechtsvorderingen tegen de beslissingen om slachtingen zonder voorafgaande verdoving te verbieden in Vlaanderen en Wallonië zullen de situatie verduidelijken.

Vroeger steunde het Gewest de gemeenten tijdens het offerfeest, maar nu niet meer, hoewel er oplossingen bestaan. Het slachthuis van Anderlecht is bijvoorbeeld in staat om tegemoet te komen aan de behoeften van de geloofsgemeenschappen, door middel van een productielijn die verdubbeld kan worden en waar 8.000 dieren per dag geslacht kunnen worden. Dat voldoet aan de behoeften.

Mevrouw Céline Delforge meent dat het paradoxaal is om het te hebben over slachtingen en tegelijk over dierenwelzijn. Een gevoelig wezen slachten om het op te eten staat mijlenver af van haar idee over welzijn.

Zij wil wel het nodige realisme aan de dag leggen en meestappen in de geest van het ontwerp van ordonnantie, maar zij dient een amendement in om de slachtingen op de plaats van het fokken toe te staan door gebruik te maken van installaties voor thuisslachtingen.

In het buitenland zijn er slachtbanken op wielen, wat een voordeel is voor het dier omdat de rit naar het slachthuis zo voorkomen wordt. Ook al is Brussel geen landbouwgebied, toch telt het nog enkele veeteeltbedrijven waar men ter plaatse zou kunnen slachten. Men moet gebruik maken van

procéder à des abattages sur le lieu d'élevage. Il ne faudrait pas se priver de cette possibilité.

La secrétaire d'État explique que la solution des abattoirs mobiles n'est pas exclue par le projet d'ordonnance qui ne concerne que les particuliers.

Mme Céline Delforge relate que certains particuliers élèvent des animaux sur leur propriété, destinés à être abattus. Il serait positif de laisser la possibilité d'abattre ces animaux sur place.

La secrétaire d'État souligne l'effet pervers d'une telle mesure. Cela reviendrait à inciter les particuliers à élever des animaux pour ensuite les abattre chez eux.

Mme Céline Delforge explique qu'il existe des réglementations en matière d'élevage qui doivent de toute façon être respectées.

La secrétaire d'État indique qu'adopter une telle mesure reviendrait à créer un vide juridique, avec une vérification des bonnes conditions d'élevage extrêmement difficile à réaliser. Le contexte urbain bruxellois ne se prête pas à l'élevage.

Mme Annemie Maes a constaté, à la lecture du projet d'ordonnance, que celui-ci ne touche pas l'exception prévue pour une mise à mort en cas de chasse ou pendant des événements culturels ou sportifs. Pourtant, la chasse est interdite en Région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit donc ici d'une chance manquée et si son amendement n°1 sur le sujet devait être rejeté, elle espère qu'une réflexion sera néanmoins initiée au sein du gouvernement à cet égard.

Le Conseil d'État a conseillé de reprendre les agneaux et les chevreaux dans l'interdiction. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas suivi cette remarque ?

Une notification de cette future législation à la Commission européenne est nécessaire. Pourrait-il y avoir un problème, s'agissant d'un dossier sensible ?

Pour soutenir l'amendement n°2 défendu par sa collègue Céline Delforge, la députée se réfère à la stratégie good food qui encourage la production agricole locale. Nous pourrions avoir plusieurs activités d'élevage dans les prochaines années.

M. Éric Bott demande que les amendements d'Ecolo et de Groen fassent l'objet d'une discussion ultérieure, pour éviter toute confusion sur le projet d'ordonnance en discussion aujourd'hui.

Mme Dominique Dufourny se réfère également aux remarques du Conseil d'État. Pourquoi avoir exclu les lièvres, lapins, volaille et oiseaux sauvage de l'interdiction ? En outre, quelles sont les amendes prévues en cas d'abattage à domicile ? Qui est chargé de constater de telles infractions ? Enfin, quelle est la réglementation prévue en matière de transport ?

M. Ahmed El Ktibi regrette que l'évaluation des règlements généraux de police en la matière n'ait pu être

die mogelijkheid.

De staatssecretaris legt uit dat het ontwerp van ordonnantie die mogelijkheid niet uitsluit, omdat het enkel betrekking heeft op de particulieren.

Mevrouw Céline Delforge vertelt dat sommige particulieren dieren op hun eigendom fokken die bestemd zijn voor de slacht. Het zou goed zijn om de mogelijkheid te bieden om die dieren ter plaatse te slachten.

De staatssecretaris wijst op het perverse effect van die maatregel. De particulieren zouden aangezet worden om dieren te fokken en die daarna bij hen te laten slachten.

Mevrouw Céline Delforge zegt dat er regelgeving over het fokken bestaat die sowieso nageleefd moet worden.

De staatssecretaris wijst erop dat die maatregel tot een rechtsvacuum zou leiden en dat de controle op de goede omstandigheden van het fokken zeer moeilijk zou zijn. De stedelijke context van Brussel is niet geschikt voor veeteelt.

Mevrouw Annemie Maes heeft bij het lezen van het ontwerp van ordonnantie vastgesteld dat die niet raakt aan de uitzondering voor het doden van dieren tijdens de jacht of tijdens culturele of sportieve evenementen. Nochtans is de jacht verboden in het Brussels Gewest. Men laat dus een kans liggen en indien haar amendement nr. 1 verworpen zou worden, hoopt zij dat de regering toch stilaan daarover begint na te denken.

De Raad van State heeft geadviseerd om lammeren en geitjes in het verbod op te nemen. Waarom heeft de regering die opmerking niet gevuld ?

Het is nodig dat de Europese Commissie in kennis gesteld wordt van die nakende wetgeving. Kan er een probleem rijzen, gelet op het feit dat hier het over een delicaat dossier gaat ?

Als argument voor amendement nr. 2 van collega Céline Delforge, verwijst het parlementslid naar de strategie Good Food die de lokale landbouwproducten steunt. Wij kunnen verschillende fokactiviteiten hebben de komende jaren.

De heer Eric Bott vraagt dat de amendementen van Groen en Ecolo het voorwerp zouden uitmaken van een later debat, om te voorkomen dat er verwarring ontstaat over het voorliggende ontwerp.

Mevrouw Dominique Dufourny verwijst ook naar de opmerkingen van de Raad van State. Waarom werden hazen, konijnen, gevogelte en wildgevogelte uitgesloten van het verbod ? Welke boetes worden er opgelegd in geval van thuisslachting ? Wie wordt belast met de controle op dergelijke overtredingen ? Welke regelgeving is er van toepassing voor het transport ?

De heer Ahmed El Ktibi betreurt dat de evaluatie van de algemene politieverordeningen niet aan bod gekomen is. De

débattue. Les sanctions prévues dans ce cas-ci sont très élevées.

Il faut cependant que des alternatives existent. Il y a ici une charge symbolique très importante dans ce projet d'ordonnance. Il faut laisser aux personnes concernées la possibilité d'exercer leur culte.

La secrétaire d'État précise que le texte prévoit une interdiction pour les moutons et les chèvres, l'agneau étant un petit mouton et le chevreau une petite chèvre. Il s'agit ici de sémantique.

La procédure de notification à la Commission européenne est purement administrative et n'aura pas d'impact sur le vote d'aujourd'hui.

La suggestion d'interdire la mise à mort en cas de chasse ou d'événements sportifs et culturels a du mérite. Elle suggère de prendre une initiative législative à ce sujet, ce qui permettra d'avoir l'avis du Conseil d'État et du Conseil bruxellois du bien-être animal.

Le transport d'animaux est déjà interdit. Il faut obligatoirement faire appel à une société spécialisée.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er} et 2

Ces articles ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les articles 1^{er} et 2 sont adoptés à l'unanimité des 11 membres présents.

Article 3

Au sujet de l'amendement n°1, Mme Annemie Maes a bien entendu la réponse de la secrétaire qui a affirmé vouloir développer une législation sur le sujet.

Concernant l'amendement n°2, Mme Céline Delforge précise qu'il s'agit de pouvoir recourir à une solution de plus en plus préconisée et qui se développe. Il ne s'agit pas d'avoir des camions abattoirs au pied des appartements. L'effet pervers craincé par la secrétaire d'État n'existe pas.

Votes

L'amendement n°1 est rejeté par 8 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'amendement n°2 est adopté par 8 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 3, tel qu'amendé, est adopté par 10 voix et 2 abstentions.

sanctions in dit geval zijn streng.

Er moeten evenwel alternatieven aangeboden worden. Het ontwerp van ordonnantie is symbolisch zwaar beladen. De mensen in kwestie moeten hun godsdienst vrij kunnen belijden.

De staatssecretaris preciseert dat de tekst voorziet in een verbod voor schapen en geiten. Het schapenlam is een klein schaap en het geitenlam een kleine geit. Dit is een semantische discussie.

De procedure voor de kennisgeving aan de Europese Commissie is puur administratief en heeft geen gevolgen voor de stemming van vandaag.

Het voorstel om het doden van dieren ter verbieden tijdens de jacht of tijdens culturele of sportieve evenementen is verdienstelijk. Zij stelt voor om een wetgevend initiatief te nemen en zo het advies van de Raad van State en de Brusselse Raad voor dierenwelzijn te vragen.

Het vervoer van dieren is al verboden. Men moet een beroep doen op een gespecialiseerde firma.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De artikelen 1 en 2 worden aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 3

In verband met amendement nr. 1 houdt mevrouw Annemie Maes de staatssecretaris aan haar woord dat zij van plan is om wetgevend op te treden in dat verband.

In verband met amendement nr. 2 preciseert mevrouw Céline Delforge dat men gebruik moet kunnen maken van een oplossing die steeds meer verspreid raakt. Het is niet de bedoeling om slachtbanken op wielen aan de deur van de appartementen te parkeren. Het perverse effect waarvoor de staatssecretaris vreest bestaat niet.

Stemmingen

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 2 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

Artikel 3, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 2 onthoudingen.

Article 4

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 4 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

IV. Vote sur l'ensemble du projet d'ordonnance

L'ensemble du projet d'ordonnance, tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Eric BOTT

La Présidente

Viviane TEITELBAUM

Artikel 4

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 4 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

IV. Stemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie

Het ontwerp van ordonnantie, aldus geamendeerd, wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

- *Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Eric BOTT

De Voorzitter

Viviane TEITELBAUM

V. Texte adopté par la commission

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente ordonnance, on entend par :

- 1° « mise à mort » : tout procédé appliqué intentionnellement qui cause la mort d'un animal ;
- 2° « abattage » : la mise à mort d'animaux destinés à la consommation humaine ;
- 3° « gibier d'élevage » : à l'exception des lièvres, lapins, volailles et oiseaux sauvages, tout gibier d'élevage, en ce compris les ratites d'élevage (oiseaux coureurs tels que autruches, nandous, émeus, kasoars,...) et les mammifères terrestres autres que les ongulés domestiques (bovins, y compris buffles et bisons, porcs, ovins et caprins, ainsi que les solipèdes domestiques) ;
- 4° « abattoir » : tout établissement utilisé pour l'abattage d'animaux terrestres qui relève du champ d'application du règlement (CE) n° 853/2004.

Article 3

Dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, les articles 16/1 et 16/2 sont ajoutés au chapitre VI, rédigés comme suit :

« Article 16/1. La mise à mort et l'abattage d'ovins, caprins, porcins et gibiers d'élevage pour la consommation privée des ménages par le propriétaire ou par une personne sous la responsabilité et la surveillance du propriétaire en dehors d'un abattoir ou d'un établissement sur la base de l'article 16, § 2, alinéa 2, sont interdits.

Article 16/2. Un abattage sur le lieu d'élevage est néanmoins possible lorsqu'il est recouru à un dispositif mobile répondant aux exigences de respect des normes sanitaires et de bien-être animal. ».

Article 4

Dans la même loi, un point 20° est ajouté à l'article 36, rédigé comme suit :

« 20° enfreint l'article 16/1 de la présente loi. ».

V. Door de commissie aangenomen tekst

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Definities

In het licht van deze ordonnantie, begrijpt men onder :

- 1° « doden » : iedere bewust gebruikte methode die resulteert in de dood van een dier ;
- 2° « slachten » : het doden van dieren bestemd voor menselijke consumptie ;
- 3° « gekweekt wild » : met uitzondering van hazen, konijnen, pluimvee en wilde vogels, alle vormen van gekweekt wild, met inbegrip van de gekweekte loopvogels (zoals struisvogels, nandoes, emoes, casuarissen,...) en gekweekte landzoogdieren andere dan als landbouwhuisdier gehouden hoefdieren (runderen, inbegrepen buffels en bizonen, varkens, schapen, geiten en éénhoevenigen) ;
- 4° « slachthuis » : elke voor het slachten van landdieren gebruikte inrichting die onder Verordening (EG) nr. 853/2004 valt.

Artikel 3

In de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren worden in hoofdstuk VI de artikelen 16/1 en 16/2 toegevoegd luidend als volgt :

« Artikel 16/1. Het doden en slachten van schapen, geiten, varkens en gekweekt wild voor particulier huishoudelijk verbruik door de eigenaar ervan of door een persoon onder de verantwoordelijkheid en het toezicht van de eigenaar buiten een slachthuis of een op grond van artikel 16, § 2, tweede lid, erkende inrichting is verboden.

Artikel 16/2. Slachten in de kwekerij is echter mogelijk wanneer een beroep wordt gedaan op een mobiele voorziening die de normen voor gezondheid en dierenwelzijn in acht neemt. ».

Artikel 4

In dezelfde wet wordt in artikel 36 een punt 20° toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 20° in overtreding wordt bevonden van artikel 16/1 van deze wet. ».

VI. Amendements

N° 1 (de Mmes Annemie MAES et Céline DELFORGE).

Article 3

Au premier alinéa, remplacer les mots « *un article 16bis est ajouté* » par les mots « *les articles 16/1 et 16/2 sont ajoutés* » et compléter l'article par la disposition suivante :

« Article 16/2. Aucun animal ne peut être mis à mort non plus dans le cadre de la chasse ou lors de manifestations culturelles ou sportives. »

JUSTIFICATION

L'article 26 du règlement européen n° 1099/2009 autorise les États membres à y déroger. La mise à mort d'animaux dans le cadre de la chasse ou lors de manifestations culturelles ou sportives n'est pas compatible avec une politique de bien-être animal de qualité.

N° 2 (de Mmes Céline DELFORGE et Annemie MAES).

Article 3

Au premier alinéa, remplacer les mots « *un article 16bis est ajouté* » par les mots « *les articles 16/1 et 16/2 sont ajoutés* » et compléter l'article par la disposition suivante :

« Article 16/2. Un abattage sur le lieu d'élevage est néanmoins possible lorsqu'il est recouru à un dispositif mobile répondant aux exigences de respect des normes sanitaires et de bien-être animal. »

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

VI. Amendementen

Nr. 1 (van vrouw Annemie MAES en vrouw Céline DELFORGE).

Article 3

In het eerste lid de woorden “*een artikel 16bis wordt toegevoegd*” te vervangen door “*de artikelen 16/1 en 16/2 worden toegevoegd*” en het artikel aan te vullen met volgende bepaling:

“*Artikel 16/2. Er mogen ook geen dieren gedood worden in het kader van jacht of tijdens culturele of sportieve evenementen.*”

VERANTWOORDING

Artikel 26 van de Europese verordening nr. 1099/2009 laat lidstaten toe om af te wijken. Het doden van dieren in het kader van de jacht of tijdens culturele of sportieve evenementen gaat niet samen met een volwaardig dierenwelzijnsbeleid.

Nr. 2 (van vrouw Céline DELFORGE en vrouw Annemie MAES).

Article 3

In het eerste lid de woorden “*een artikel 16bis wordt toegevoegd*” te vervangen door “*de artikelen 16/1 en 16/2 worden toegevoegd*” en het artikel aan te vullen met volgende bepaling:

“*Slachten in de kwekerij is echter mogelijk wanneer een beroep wordt gedaan op een mobiele voorziening die de normen voor gezondheid en dierenwelzijn in acht neemt.*”

VERANTWOORDING

Zal gegeven worden tijdens de vergadering.